

RÉUNION, AUJOURD'HUI, DE LEUR CONSEIL NATIONAL CONSULTATIF

Les gardes communaux à la croisée
des chemins

Les fêtes de l'Aïd passées en famille dont ils ont dû se séparer le temps de leur long sit-in à Blida ponctué de deux marches «musclées» sur Alger, les gardes communaux se rebiffent pour renouer avec le mouvement de contestation.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une contestation qui ne semble pas encore en panne de «carburant» tant l'insatisfaction est grande parmi la corporation à l'égard des dernières «concessions» de la tutelle. Ce dont, d'ailleurs, les délégués des wilayas auront à discuter, aujourd'hui jeudi, à l'occasion de la réunion du conseil national consultatif à Mouzaïa, dans la wilaya de Blida.

Un conclave à l'issue duquel sera arrêtée la position des gardes communaux à l'endroit des résultats de la dernière entrevue des coordinateurs nationaux au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Mais d'ores et déjà, des signes avant-coureurs plaident pour la reprise de la contestation sous une forme autre que celle adoptée jusque-là et qui sera probablement adoptée à l'occasion de la réunion d'aujourd'hui.

Lahlou Aliouat, le chargé de la communication au sein de la coordination nationale de la corporation, n'a pas caché la déception des gardes communaux aux quatre coins du pays quant aux «acquis» arrachés, loin, très loin même, dira-t-il, de la consistance escomptée. Et de relever le fait que «nombre de points contenus dans la plate-forme de revendications de la corporation ont été, jusqu'ici, éludés et demeurent, donc, en suspens», et ce, poursuivra-t-il, «à l'opposé de ce que prétend la tutelle en faisant croire à l'opinion publique qu'elle a accédé à nos revendications en totalité». Ceci avant de ressasser, une fois de plus, la réplique de leur interlocuteur de l'Intérieur lors de leur dernière rencontre : «C'est là le maximum que nous pouvons faire pour vous». Ce à quoi, précisera Aliouat, «nous avons, à notre tour



Des signes avant-coureurs plaident pour la reprise de la contestation.

répondi que nous devons consulter notre base à laquelle le dernier mot revient.».

Et notre interlocuteur d'affirmer avoir donné suffisamment de temps pour les gardes communaux de récupérer mais aussi d'apprécier à sa juste valeur, ce qui a été «arraché», tiendra-t-il à préciser.

Pour illustrer l'insatisfaction de la base, Aliouat citera la problématique des heures supplémentaires dont la solution de la tutelle

est, dira-t-il, «inappropriée et injuste». «Au moment où la corporation revendique une prime de 10 000 DA le mois à comptabiliser à l'installation du garde communal, la tutelle nous propose une indemnisation de seulement 3 200 DA avec un effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008», assènera pour sa part, Ali Sekouri, un autre coordinateur national des gardes communaux. Ce dernier qui, soit dit en passant, est le représentant de la corpora-

tion au niveau de la wilaya de Naâma, citera d'autres points «chauds» qui alimentent la discordance entre les deux parties. A l'exemple, enchaînera notre interlocuteur, «de la prime de panier fixée à 1 200 DA le mois que nous voulons qu'elle soit comptabilisée à partir de janvier 2008 et non dès le 1^{er} juillet 2012 comme proposé par la tutelle». Ou encore le point, plus «chaud», celui lié à l'indemnité d'une probable dissolution du corps. Et à Sekouri de s'expliquer en affirmant que ses pairs veulent que cette prime soit calculée sur la base du salaire mensuel multiplié par le nombre d'années d'exercice. Ceci dit, et en dépit de cette profonde déception, les gardes communaux se veulent responsables et agissant loin de toute surenchère. Aliouat tout comme Sekouri affirment «être ouverts au dialogue comme nous n'avons jamais cessé de l'être. Nous voulons juste que notre combat pour la sauvegarde de la République soit apprécié à sa juste valeur, pas plus».

M. K.

ACTIONS MILITAIRES
DU FLN DANS
L'HEXAGONELa guerre chez le
colonisateur

L'action de l'OS (Organisation secrète) contre le dépôt de carburants de Mourepiane à Marseille a permis au FLN l'ouverture d'un «nouveau front», cette fois, en France. Selon M^e Ali Haroun, cette action, déclenchée le 25 août 1958, visait à «porter la guerre» sur le territoire de l'Hexagone.

«L'OS avait comme missions d'organiser l'immigration en France, de faire connaître l'Armée de libération nationale (ALN) et faire savoir qu'il y a une guerre en Algérie», dira M^e Haroun, invité du Forum *El Moudjahid* hier, à Alger.

L'Organisation avait également comme objectif d'alléger le dispositif militaire colonial sur les wilayas en Algérie. «Les différentes actions en France ont permis de disperser l'armée française. Quatre-vingt mille hommes de l'armée coloniale ont été ainsi gardés dans l'Hexagone», explique-t-il. Menées contre les points stratégiques en France et les canaux bleus (réseaux des harkis), ces actions extérieures ont beaucoup aidé la cause algérienne. «Elles ont eu un poids sur les plans politique et diplomatique», ajoute M^e Haroun. Un mois après les spectaculaires incendies et explosions du dépôt pétrolier de Mourepiane, «la presse française avait annoncé que le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) était contre ces actions. Or, un mois après l'action, les opérations de l'OS avaient déjà fait 188 blessés et 82 morts et perpétré 56 sabotages et 242 attaques», précise-t-il encore.

L'intervenant souligne ainsi l'importance de la contribution de l'immigration à la guerre de Libération dont «nous devons être fiers».

D'ailleurs, poursuit-il, «nous avons recensé en France, près d'une cinquantaine de condamnations à mort dans les rangs de l'immigration algérienne dont une vingtaine exécutée».

Par ailleurs, il a déploré que Nacreddine Aït Mokhtar, jeune étudiant en médecine désigné au sein de l'OS, soit resté un nom méconnu. «Voilà un héros anonyme dont nous ne parlons jamais. Pourtant, c'était l'homme le plus dangereux pour le colonialisme en France», dit-il.

Rym Nasri

PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES
El Islah doute sur la possibilité d'organiser
des élections

Pour le SG d'El Islah, Hamlaoui Akkouchi, la rentrée sociale sera pleine d'incertitudes et de surprises alors que les dirigeants du pays n'anticipent point sur les événements, encore moins prévoient-ils les conséquences. Ce qui à ses yeux ne manquera pas de se repercuter sur les prochaines élections locales, auxquelles d'ailleurs, la participation de son parti reste hypothétique.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le parti El Islah a ouvert hier, mercredi 22 août, son université d'été au «complexe Farès» de Zemmouri El Bahri et se poursuivra jusqu'à aujourd'hui avec la participation de 250 militants. A l'ordre du jour, la participation ou le boycott des prochaines élections municipales, une question qui devait être tranchée par le Madjliss Echoura du

parti en réunion hier en fin de journée.

Interrogé sur les lieux, le secrétaire général du parti, Hamlaoui Akkouchi semble ne pas être encore remis du mauvais score de l'Alliance Verte aux précédentes échéances législatives. Pour lui, «le pouvoir qui vient d'avoir recours à la fraude ne peut pas changer de visage en l'espace de quelques mois».

C'est ainsi qu'il pense que quel que soit le résultat des prochaines échéances électorales, il ne sera pas au profit des partis de l'opposition, tant que «le système ne s'est pas encore repenti de sa récente fraude».

Le SG d'El Islah va encore plus loin et s'interroge même sur la possibilité de tenir des élections avec une rentrée sociale qui s'annonce bouillonnante. «La prochaine rentrée sociale est pleine d'incertitudes et de surprises et nous pensons que les dirigeants du

pays n'ont pas les outils nécessaires ou même la capacité de mesurer les conséquences de ce qui en résultera. Le peuple qui est déjà déçu des dernières élections législatives sera encore plus ferme aux échéances communales en termes de boycott», a-t-il souligné.

Toujours dans le même sillage, Hamlaoui Akkouchi a fait savoir que quelle que soit la décision prise par le Madjliss Echoura du parti, quant à la participation aux élections locales, elle pourra être révisée une fois la question posée au niveau de l'Alliance verte. Selon lui, El Islah peut ne pas y prendre part si jamais un des partis formant l'Alliance s'y oppose.

Une manière de dire, pour reprendre ses termes «tout n'est pas encore joué et nous ne sommes pas acquis par le système».

M. M.

BOUIRA

159 militants démissionnent du FFS à Ath-Laâziz

Le FFS, qui traverse une crise jamais égalée depuis sa création en 1963, enregistre une nouvelle saignée à Bouira.

Pas moins de 159 militants et adhérents de la section FFS de la commune d'Ath-Laâziz, à 10 km au nord de Bouira, viennent de rendre public un communiqué dans lequel ils annoncent leur démission collective.

Dans ce communiqué, les militants de cette section motivent leur action par le mépris affiché à leur égard par la direction nationale du parti accusée de parti pris avec la Fédération de Bouira, laquelle venait d'installer une section FFS dont les membres sont soit des repris de justice, soit des élus ayant démissionné depuis les élec-

tions locales de 2002 ou n'ayant plus cotisé depuis 2007.

Selon les rédacteurs de ce communiqué, les véritables adhérents et militants du FFS au niveau de cette commune ont tout fait pour que la direction nationale du parti envoie un émissaire ou un délégué pour présider au renouvellement du bureau de la section locale, mais celle-ci a toujours répondu par des promesses sans lendemains. Résultat : la section locale s'est vue dans l'obligation de convoquer une assemblée générale en présence d'un huissier de justice.

A l'issue de cette assemblée, le bureau de la section locale a été démocratiquement élu et le P-V de cette installation à laquelle ont assisté,

selon les rédacteurs du communiqué, près de 96% de militants de cette commune, a été envoyé à la direction nationale pour son agrément.

Or, malgré toutes ces précautions et toutes ces mesures démocratiques prises par les membres de la section locale afin de préserver le parti de toute atteinte anti-démocratique, le bureau national est resté de marbre et a continué à soutenir la Fédération de Bouira et le bureau que cette dernière avait installé d'une manière anti-démocratique. Aussi, et toujours selon ce communiqué, devant cette situation regrettable, les militants du FFS, au nombre de 159, ont pris la décision d'une démission collective de ce parti.

Y. Y.